

décisions, aspects qui semblent très importants pour bien comprendre le mécanisme de renforcement de la confiance. Ne pas mettre à contribution les découvertes de la psychologie et de la théorie de la connaissance pour comprendre cette dynamique nous paraît un grave oubli théorique et empirique.

En plus de ces problèmes d'ordre psychologique reliés directement à l'explication du fonctionnement des mesures de confiance, nous avons signalé qu'il n'est guère question dans les études portant sur ce sujet des processus complexes qui animent tout le problème des erreurs de perception, de la méfiance, des déductions fautives et, d'une façon plus générale, de l'incapacité de saisir et de comprendre des phénomènes complexes de façon objective. La plupart des analyses des mesures de confiance partent de la prémisse que les erreurs de perception, la méfiance et le manque de confiance existent déjà et qu'il faudrait «faire quelque chose». Les origines et les mécanismes de l'erreur de perception de même que le vaste éventail de mécanismes cognitifs qui structurent au départ les problèmes fondamentaux passent souvent sous silence. *Pour réussir à élaborer et à négocier des mesures de confiance permettant de contrer ces mécanismes et ces processus, ne convient-il pas d'abord de comprendre ces processus et mécanismes eux-mêmes?*

En étudiant ces problèmes, nous avons aussi tracé les grandes lignes de l'argument que le renforcement de la confiance pourrait avoir certains aspects en commun avec la prise de décisions. D'après les découvertes de la théorie contemporaine de la prise de décisions, nous avons proposé que, tout comme la prise de décisions, le mécanisme du renforcement de la confiance pourrait combiner des éléments à caractère tantôt rationnel et tantôt irrationnel ou cognitif. Réduit à sa forme la plus élémentaire, par exemple, le renforcement de la confiance semble comporter une intention et une méthode *rationnelles* visant à atteindre et à redresser les effets déstabilisateurs et corrosifs de l'erreur de perception et du malentendu. Cependant, l'erreur de perception (conçue en générale comme un ensemble de compréhensions fausses) est fondamentalement un phénomène non rationnel. À l'instar de la prise de décisions, le renforcement de la confiance lui-même pourrait bien être une entreprise beaucoup moins «rationnelle» que ne le pensent les théoriciens ou les responsables en matière de

politique, surtout à cause du rôle important que jouent divers mécanismes cognitifs. Ces mécanismes contribuent activement à créer le «problème» – l'erreur de perception – *mais aussi à mettre en œuvre une intention et une technique rationnelle déterminantes*. Cette antithèse possible (entre la technique et l'intention rationnelles et le problème non rationnel) que comporte la logique causale de la théorie du renforcement de la confiance peut aider à expliquer pourquoi les exposés actuels sur le fonctionnement du renforcement de la confiance semblent si naïfs, surtout en comparaison des découvertes de la psychologie contemporaine de la connaissance.

Plusieurs points valent d'être répétés en guise de brève conclusion. Dans cette étude préliminaire, nous avons essayé de montrer 1) que la notion de renforcement de la confiance comporte une grande imprécision intrinsèque (les six premiers chapitres l'illustrent clairement); 2) que les racines de cette imprécision se trouvent dans l'origine surtout concrète et eurocentrique de la majorité des travaux théoriques sur le renforcement de la confiance (surtout la tendance à réunir sous la rubrique du renforcement de la confiance un ensemble disparate de «solutions» concrètes pour résoudre des problèmes de politique de défense et 3) que le fondement eurocentrique de la plupart de ces travaux théoriques souffre de défauts graves sur le plan a) de ses postulats quant aux intentions et aux potentiels de l'OTAN et du Pacte de Varsovie et b) de ses postulats naïfs en ce qui a trait à la dynamique psychologique (cognitive) du renforcement de la confiance. Tous ces facteurs ont des répercussions profondes sur la possibilité que le renforcement de la confiance apporte une contribution constructive au cadre plus vaste du contrôle des armements. Bien que les propositions actuelles de mesures de confiance puissent demeurer un moyen de s'attaquer à des problèmes particuliers de politique (surtout occidentaux) rattachés surtout à la crainte d'une attaque surprise en Europe, la possibilité qu'il en découle des résultats involontaires – ou tout simplement qu'aucune véritable mesure de confiance ne puisse prendre forme – demeurera considérable tant que les bases conceptuelles demeureront fautives. Les futurs ouvrages théoriques devront donc traiter de ces problèmes conceptuels.

